



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 23 juillet 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

2

Revue critique de droit international privé - avril-juin 2026 - pages 223 à 448

DOCTRINE

227

Localisation du préjudice financier sur le compte bancaire de l'investisseur en France, une nouvelle doctrine de la Cour de cassation pour la compétence juridictionnelle et la loi applicable ?

Étienne Farnoux

Rev. crit. DIP

Revue critique
de droit international privé

261

Les Principes africains sur la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux : un modèle pour l'Afrique ?

Véronique Carole Ngonu

ÉCLAIRAGE

415

Sur un rapport relatif à la loi applicable à l'intelligence artificielle

Antoine d'Ornano

ref : 542602



9 782995 426027



Lefebvre Dalloz

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

Rev. crit. DIP **SOMMAIRE**

Revue critique
de droit international privé

ÉDITORIAL

*De l'art de régler les conflits de lois en situation d'incertitude :
surréalisme, spectralité, diplomatie ou... jeu du Mistigri ?*

Horatia Muir Watt et Dominique Bureau 223

DOCTRINE

*Localisation du préjudice financier sur le compte bancaire
de l'investisseur en France, une nouvelle doctrine de la Cour de cassation
pour la compétence juridictionnelle et la loi applicable ?*

Étienne Farnoux 227

*Les Principes africains sur la loi applicable aux contrats commerciaux
internationaux : un modèle pour l'Afrique ?*

Véronique Carole Ngono 261

JURISPRUDENCE

Conflits de juridictions

Les chassés-croisés du droit commun
et du droit européen dans le contentieux
de la rupture brutale d'une relation
commerciale établie –

Civ. 1^{re}, 12 mars 2025, n° 23-22.051
note Elie Lenglard p. 277

L'audition de l'enfant : une nouvelle
obligation positive en matière
d'enlèvements internationaux –

CEDH 9 sept. 2025, req. n° 2068/24
note Delphine Porcheron p. 302

La désignation du tribunal d'un État
membre dans un contrat interne conclu
entre parties établies dans un même
État tiers relève de l'article 25
du Règlement Bruxelles I bis –

CJUE 9 oct. 2025, aff. C-540/24
note Laurence Usunier p. 313

Le cessionnaire d'une créance
issue d'un contrat comportant
une clause attributive de compétence
peut-il se prévaloir de celle-ci
à l'encontre du débiteur cédé ? –

CJUE 23 oct. 2025, aff. C-682/23
note David Sindres p. 332

Les conditions de validité
des clauses attributives de juridiction
posées par une législation nationale
à l'épreuve de la notion européenne
de « nullité quant au fond » –

CJUE 30 oct. 2025, aff. C-398/24
note Dominique Bureau p. 358

La compétence judiciaire française
fondée sur la règle européenne
des codéfendeurs –

Civ. 1^{re}, 4 nov. 2025, n° 24-15.108
note Hélène Gaudemet-Tallon p. 368

L'imprescriptibilité de l'action
en *exequatur* et les sanctions
pécuniaires disproportionnées
à l'épreuve des droits fondamentaux –

Civ. 1^{re}, 26 nov. 2025, n° 23-21.764
note Lilian Larribère p. 377

La détermination du for du délit
concurrentiel pour connaître
d'une action de groupe
contre un acteur du numérique :
un arrêt de provocation ? –

CJUE 2 déc. 2025, aff. C-34/24
note Valérie Pironon p. 392

Rev. crit. DIP - 2 - avril-juin 2026

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

ÉCLAIRAGE

Sur un rapport relatif
à la loi applicable
à l'intelligence artificielle
note Antoine d'Ornano.....p. 415

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Roxana Banu, Michael S. Green
et Ralf Michaels, Philosophical
Foundations of Private
International Law
(Jacco Bomhoff) p. 421

Morten M. Fogt (dir.),
Private International Law
in an Era of Change
(Ariane Pravaz) p. 428

Ellen Desmet, Milena Belloni,
Dirk Vanheule, Jinske Verhellen
et Ayse Gündük (eds), Family
Reunification in Europe:
Exposing Inequalities
(Kaat Overmeire).....p. 432

Ivano Alogna, Carole Billiet,
Matteo Fermeglia
et Alina Holzhausen (dir.),
Climate Change Litigation
in Europe: Regional, Comparative
and Sectoral Perspectives
(Gustav Kalm) p. 436

Clarisse Anceau, Élie Aslanoff,
Louis Hill, Edouard Jourdain, Arié Lévy
et Nicholas Saul-Tarrade (dir.),
Les Juristes anarchistes.
Vers de nouvelles utopies concrètes
(Amina Hassani) p. 442

Signalements.....p. 447



QUESTION PRATIQUE

DANS LES COULISSES D'UNE OPÉRATION M&A, L'ANTICIPATION EST LA CLÉ

Le déroulement complet d'un closing, étape par étape

25



À LA UNE

Question d'actualité - Réforme des règles de concurrence applicables aux accords de transfert de technologie

23

Sociétés - Une société radiée d'office du RCS ne perd pas sa personnalité morale

4

Contrats - La Cour de cassation valide la clause résolutoire « balai »

9

Biens de l'entreprise - Droit de préférence du locataire commercial : sanction du retrait de l'offre avant son acceptation

11



www.efl.fr



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Radiation d'office d'une société du RCS : absence de perte de personnalité morale
- 4 - Validité d'une décision du conseil d'administration prise sans représentants du CSE
- 5 - Création d'une société concurrente par un gérant de SARL
- 6 - Action individuelle de l'associé
- 6 - Modèle et format du rapport « pays par pays » relatif l'impôt sur les bénéfices

Bourse

- 7 - Notion d'action de concert

Entreprise en difficulté

- 8 - Compensation de créances connexes

Contrats

- 9 - Validité de la clause résolutoire « balai »
- 10 - Obligation de vérification du notaire

Finances de l'entreprise

- 10 - Absence d'anomalie apparente dans le fonctionnement d'un compte bancaire

Biens de l'entreprise

- 11 - Droit de préférence du locataire commercial : sanction du retrait de l'offre
- 12 - Droit de résiliation du locataire commercial admis en invalidité
- 12 - Nullité du bail commercial conclu sur le domaine public
- 13 - Marque incluant une date de nature à tromper le public

Concurrence

- 14 - Concurrence déloyale d'un expert-comptable
- 15 - Réparation du préjudice concurrentiel : calcul des intérêts

Consommation

- 16 - Location simple consentie par une société financière

Compliance

- 17 - Taxonomie verte européenne
- 18 - Contrôle interne défaillant d'une société victime de fraude

Et aussi...

- 19 - Responsabilité des professionnels organisateurs d'activités sportives ou de loisirs
- 20 - Infraction de non-désignation du conducteur

Commentaire

- 21 - Loi relative à la « mode ultra-express »

Question d'actualité

- 23 - Réforme des règles de concurrence applicables aux accords de transfert de technologie

Veilles

- 29 - Veille législative
- 29 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



25

**DANS LES COULISSES
D'UNE OPÉRATION M&A,
L'ANTICIPATION EST LA CLÉ**

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2026 – N° 2 – AVRIL-JUIN

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
— Le mirage du monisme : un nouveau masochisme français ?, par Jérôme ORTSCHIEDT	349
— Les rapports de la CCI sur la procédure accélérée et leur influence sur le nouveau Règlement d'arbitrage de la CCI, par Philippe CAVALIEROS	379
— Itinéraires du droit de l'arbitrage dans l'océan indien : hybridations juridiques et rayonnement du modèle fran- çais, par Lalaina CHUK HEN SHUN	397
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « L'extension temporelle déséquilibrée de l'exception de notoriété », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 11 février 2026, par Paul GIRAUD	431
— « À la recherche de la partialité de l'arbitre », note sous Paris, 15 janvier 2026, par Eric LOQUIN	443
— « L'effet de l'entrelacs de la temporalité et de la légalité d'un investissement sur la compétence arbitrale », note sous Paris, 21 octobre 2025, par Mathias AUDIT	475
— « Irrecevabilité d'un recours en annulation porté devant les juridictions françaises contre une sentence CIRDI et	

Revue de l'arbitrage 2026 - N° 2

rejet de l'allégation de déni de justice », note sous Paris, 16 septembre 2025, par Jean-Baptiste RACINE	498
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ARBITRALE EN DROIT DES INVESTISSEMENTS :	
— dirigée par Malik LAZOUZI et Sophie LEMAIRE, avec les contributions de Philippe COLEMAN et Eduardo SILVA ROMERO.....	519
JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE :	
— Autriche : Une atypicité intégrée : sur l'admission arbitrale de la <i>Charia</i> en droit autrichien : Tribunal régional pour les affaires civiles de Vienne (<i>Landesgericht für Zivilrechtssachen Wien</i>), ordonnance du 2 mai 2025, par François-Xavier LICARI.....	573
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE	597
INFORMATIONS :	
— Synthèse des conclusions des groupes de travail institués par le Comité français de l'arbitrage à propos du projet de réforme du droit de l'arbitrage (acte II), par Jérôme ORTSCHEIDT.....	617
— Colloque organisé par l'Université Paris-Panthéon-Assas, 2 octobre 2026, « L'arbitrage et les contentieux émergents : droits humains et environnement ».....	639
INDEX ANALYTIQUE	641

Revue Lamy de la concurrence

Dossier : Concurrence + « *legal privilege* » à la française

*Sous la direction de Rafael AMARO et Jean-Christophe RODA,
avec Benoît CHAFFOIS, Michael COUSIN, Cyril NOURISSAT,
Pascal WILHELM*

**Le contrôle des concentrations en France à la croisée des chemins :
entre relèvement des seuils de notification et émergence
d'un pouvoir d'évocation**

Guillaume AUBRON et Mathieu DUVACHER

**Cinq ans (2021-2026) de jurisprudence des cours d'appel de Paris
et Versailles en matière de recours contre les ordonnances
ayant autorisé les opérations de visites et saisies de l'Autorité
de la concurrence et de la DGCCRF**

Jérémie MARTHAN, Arthur-Hippolyte MICHAUT et Emma LUX

**Pratiques restrictives de concurrence : la Cour de cassation
sort sa caisse à outils pour sauver MR BRICOLAGE !**

Céline COHEN

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Directeur scientifique :

Muriel Chagny : Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit de la concurrence et des contrats, UVSQ-Paris Saclay

Linda Arcelin : Professeur des universités, La Rochelle Université

Virginie Beaumeunier : Inspectrice générale des finances, Présidente de l'observatoire des délais de paiements

Jacques Boulard : Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît Cœuré : Président de l'Autorité de la concurrence

Jean-Louis Fourgoux : Avocat associé, Mermoz Avocats

Olivier Guersent : Directeur général de la concurrence, Commission européenne

Sarah Lacoche : Directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Irène Luc : Première avocate générale à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Cyril Nourissat : Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne Perrot : Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie Pirion : Professeur des universités, Université de Nantes

Michel Ponsard : Avocat associé, UGCC Avocats, Président de l'Association française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline Riffault-Silk : Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour de cassation, Membre fondateur et Président honoraire de l'Association of European Competition Law Judges (AECJL)

Patrick Sayer : Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna Sersiron : Avocate associée, Baker McKenzie, Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit de la concurrence (APDC)

Thibaud Vergé : Vice-Président de l'Autorité de la concurrence, Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent Vigneau : Président de la Chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentante légale : Rokhaya Pondi

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directrice de la publication : Rokhaya Pondi

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

Dépôt légal : à parution • Prix au numéro : 114,35 € TTC

N° ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N° ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel • N° CPPAP : 1226 T 85786 • Crédit

photos : Getty Images • Imprimeur : Duplprint, 2, rue Descartes - 95330 Domont • Origine du papier : Portugal •

Taux de fibres recyclées : 0 % • Certification : Imprimé sur papier FSC • Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

 **N°Cristal 09 69 39 58 58**
APPEL NON SURTAXÉ

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.lamy-liaisons.fr - www.lamylinenew.fr - www.liaisons-sociales.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu de cette publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, y compris toute utilisation par des systèmes ou modèles d'intelligence artificielle ou toute reproduction ou extraction à des fins de fouille de textes et de données (TDM), notamment en application de l'article 4 de la Directive (UE) 2019/790. L'éditeur se réserve expressément ces utilisations.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2026, n° 162-1 (année, n° de la revue, n° du commentaire)

SOMMAIRE

FOCUS

- Concurrence et sport : les objectifs de stabilité des effectifs de joueurs et d'intégrité des compétitions sont légitimes et susceptibles de justifier des accords de non-débauchage entre clubs 4
Par Lucie DUPARCO

LES ESSENTIELS DU MOIS

CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS	7
PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES	8
TRANSPARENCE ET PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES	11
DIGITAL MARKETS ACT	12
PROCÉDURE	13
À RETENIR ÉGALEMENT	15

ÉCLAIRAGE

- Le contrôle des concentrations en France à la croisée des chemins : entre relèvement des seuils de notification et émergence d'un pouvoir d'évocation 16
Par Guillaume AUBRON et Mathieu DUVACHER

DOSSIER

CONCURRENCE + « LEGAL PRIVILEGE » À LA FRANÇAISE

- Loi relative à la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise : objectifs, enjeux juridiques, économiques et stratégiques 22
Par Benoît CHAFFOIS
- Les questions relatives au champ d'application personnel et matériel de la confidentialité 26
Par Rafael AMARO
- Le champ d'application spatial de la loi n° 2026-122 du 23 février 2026 33
Par Cyril NOURISSAT
- La confidentialité des consultations des juristes d'entreprise à l'épreuve des enquêtes de concurrence : vers un *legal privilege* à la française à l'effectivité incertaine 38
Par Pascal WILHELM
- La confidentialité des consultations des juristes d'entreprise à l'épreuve des enquêtes du *Department of Justice* 43
Par Jean-Christophe RODA
- La loi du 23 février 2026 et le mythe de la « boîte noire » du juriste d'entreprise 48
Par Michael COUSIN

ANALYSE

- Cinq ans (2021-2026) de jurisprudence des cours d'appel de Paris et Versailles en matière de recours contre les ordonnances ayant autorisé les opérations de visites et saisies de l'Autorité de la concurrence et de la DGCCRF 52
Par Jérémie MARTHAN, Arthur-Hippolyte MICHAUT et Emma LUX

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- Pratiques restrictives de concurrence : la Cour de cassation sort sa caisse à outils pour sauver MR BRICOLAGE ! 59
Par Céline COHEN

À la une

Exonération pour faute de la victime d'un dommage corporel : un revirement au champ d'application circonscrit

note par Caroline KAHN sous Cass. ass. plén., 29 mai 2026

N'est pas exonératoire la faute de la victime d'un dommage corporel lorsque l'organisateur professionnel d'une activité sportive ou de loisirs n'a pas exécuté son obligation de dispenser les consignes de sécurité nécessaires à la pratique de l'activité et adaptées au public concerné.



© Gazette du palais_Généré à l'aide de l'IA

Actualité

Conseil juridique aux entités établies en Russie : la CJUE amenée à se prononcer sur le recours des ordres d'avocats

focus

Technique

Vagues de chaleur et droit du travail

étude par Steven RIOCHE

Doctrines

L'inflation des normes ne ralentit pas en 2025, les propositions de loi « responsables ou coupables » ?

étude par Christophe EOCHE-DUVAL

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Soraya AMRANI-MEKKI

Agrégée des facultés de droit, directrice du département Droit de l'École de droit de Sciences Po Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Maxime BARBA, Daniel BARLOW, Corinne BLÉRY, Jacques BOULARD, Thibault GOUJON-BETHAN, Élodie GUENNEC, Florence GUERRE, Sophie GUÉNIER-LEFÈVRE, Nicolas HOFFSCHIR, Mehdi KEBIR, Stéphane LATASTE, Lucie MAYER, Vincent ORIF, Martin PLISSONNIER, Olivier SAUMON, Alexandre VICTOROFF, Thibaud D'ALÈS et Vincent ÉGÉA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense

92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement, sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL493j8 ■ Conseil juridique aux entités établies en Russie : la CJUE amenée à se prononcer sur le recours des ordres d'avocats 3
- GPL493j4 ■ Affaire Lyhanna : magistrats et justiciables échangent « sans langue de bois » 6
- GPL491t1 ■ « La COBHAF n'est pas un organe politique supplémentaire, mais une courroie de transmission » entretien avec Florent MÉREAU 8
- GPL490i7 ■ Les violences psychologiques et sexuelles : ce qui ne se voit pas libres propos par Amanda VAILLIER 10

Technique

- GPL493j6 ■ Vagues de chaleur et droit du travail étude par Steven RIOCHE 13

Doctrine

- GPL491v8 ■ L'inflation des normes ne ralentit pas en 2025, les propositions de loi « responsables ou coupables » ? étude par Christophe EOCHE-DUVAL 15

Jurisprudence

- GPL493d0 ■ Exonération pour faute de la victime d'un dommage corporel : un revirement au champ d'application circonscrit note par Caroline KAHN sous Cass. ass. plén., 29 mai 2026 18
- GPL492v4 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 22
- GPL493d9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 25
- GPL492u8 ■ Chronique de jurisprudence du Tribunal des conflits et du Conseil d'État : le contentieux du monde judiciaire par Léo ANDRÉ et Alexandra POIRSON en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL492u8> 

Gazette Spécialisée

PROCÉDURE CIVILE

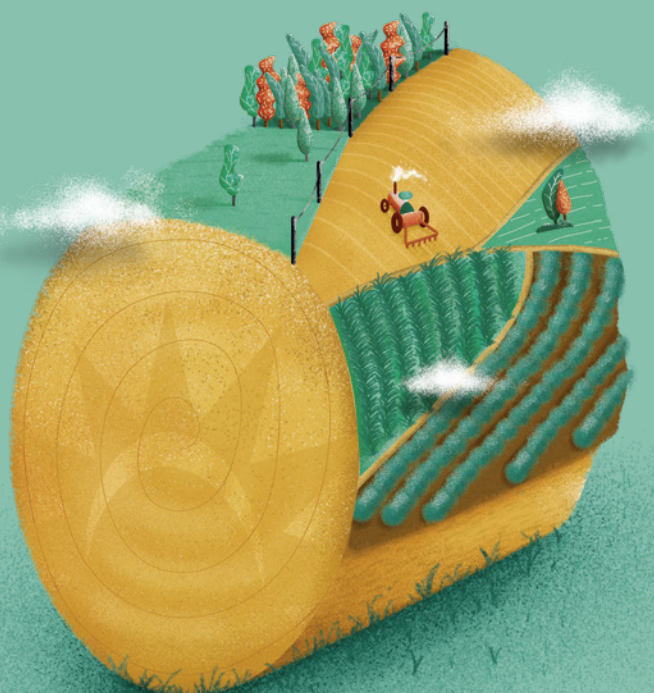
29

Sous la responsabilité scientifique de
Soraya AMRANI-MEKKI

DOCTRINE P. 18

RURAL

Le patrimoine sensoriel des campagnes : une exception qui n'en est pas une !

par Christophe Broche

www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

GPA à l'étranger : effets en France du jugement étranger qui établit la filiation

IMMOBILIER

Adaptation des contrats types de location de la résidence principale du locataire

DROIT FISCAL

Procédure de rectification fiscale : nature du mandat dont doit disposer le notaire pour représenter son client

PROFESSIONS

Fixation de la date de jouissance divisée au jour de l'ordonnance de non-conciliation et devoir de conseil du notaire

PRATIQUE P. 13

DROIT FISCAL

Maintien de l'assujettissement à l'IS d'une SCI malgré la cessation d'activité

par Mathilde Richevaux

CHRONIQUES P. 23

IMMOBILIER

Droit public notarial

par Jean-Christophe Car

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF232p6 ■ GPA à l'étranger : effets en France du jugement étranger qui établit la filiation

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF232p1 ■ Adaptation des contrats types de location de la résidence principale du locataire

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

DEF232p2 ■ Précisions relatives aux règles de conflit de lois en matière de régime matrimonial et de divorce

FISCAL

DEF232p3 ■ Procédure de rectification fiscale : nature du mandat dont doit disposer le notaire pour représenter son client

PROFESSION

DEF232p4 ■ Fixation de la date de jouissance divisée au jour de l'ordonnance de non-conciliation et devoir de conseil du notaire

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF230t7 ■ Maintien de l'assujettissement à l'IS d'une SCI malgré la cessation d'activité par **Mathilde Richevaux**

DOCTRINE P. 18

DEF232n2 ■ Le patrimoine sensoriel des campagnes : une exception qui n'en est pas une ! par **Christophe Broche**

CHRONIQUES P. 23

DEF232m3 ■ Droit public notarial par **Jean-Christophe Car**

VIE PRO P. 30

OFFRES ET DEMANDES P. 33

INDICES P. 36

PRATIQUE P. 10
PROFESSIONS

Quelques solutions professionnelles notariales en matière de déontologie

par Mathieu Soulié**ACTUALITÉS** P. 5**PERSONNES / FAMILLE**

Rapport successoral :
le cas de l'apport à société
des deniers donnés

RURAL

La mise à disposition
réciproque de parcelles
agricoles ne peut être
qualifiée de bail rural

PROFESSIONS

Acte notarié : la cause
de l'engagement doit
être appréciée à la date
de la dernière signature
des parties

DOCTRINE P. 16**IMMOBILIER**

Point de départ de la prescription :
le probable n'est pas certain

par Louis Thibierge**CHRONIQUES** P. 21**IMMOBILIER**

Vente immobilière

par Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste Seube et Dominique Savouré

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF232r8 ■ Rapport successoral : le cas de l'apport à société des deniers donnés

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF232s2 ■ Précisions relatives à la détermination de l'endettement global de la caution

RURAL

DEF232s1 ■ La mise à disposition réciproque de parcelles agricoles ne peut être qualifiée de bail rural

PROFESSION

DEF232s0 ■ Acte notarié : la cause de l'engagement doit être appréciée à la date de la dernière signature des parties

PRATIQUE P. 10

ÉTUDES DE CAS

DEF232o7 ■ Quelques solutions professionnelles notariales en matière de déontologie par **Mathieu Soulié**

DOCTRINE P. 16

DEF232p7 ■ Point de départ de la prescription : le probable n'est pas certain par **Louis Thibierge**

CHRONIQUES P. 21

DEF232n3 ■ Vente immobilière

par **Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste Seube, Dominique Savouré, Cyril Grimaldi, Matthieu Bouirat, Mailys Luchel, Pierre Vignalou, Victoria Garnier-Vigier** et **Jean-Hadrien OURY**

VIE PRO P. 27

OFFRES ET DEMANDES P. 30

INDICES P. 32

Contrats Concurrence Consommation, n° 8 du 01 août 2026

Sommaire du numéro

Repère



NÉGOCIATION COMMERCIALE

La chèvre et le chou

N° 8 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

Étude



DIESELGATE

Nouvel épisode de la saga judiciaire du Dieselgate : la cour d'appel de Pau condamne Volkswagen à réparer l'atteinte à l'intérêt collectif des consommateurs

N° 6 - Par Omar KAFI CHERRAT

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | ABUS D'ÉTAT DE DÉPENDANCE

Contractant âgé et vulnérable : abus d'état de dépendance ou nullité pour insanité d'esprit ?

N° 111 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | OFFRE AVEC DÉLAI

Une interdiction de rétractation, mais quelle sanction ?

N° 112 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Organisateur professionnel d'une activité sportive ou de loisir : Plus d'exonération partielle de responsabilité par la faute d'imprudence de la victime d'un dommage corporel

N° 113 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENCE COMMERCIALE

L'octroi d'un préavis n'exclut pas la faute grave

N° 114 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENCE COMMERCIALE

Il ne faut pas confondre tolérance et prudence

N° 115 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Quelles sont les preuves susceptibles d'être retenues pour caractériser un démarchage déloyal de clientèle ?

N° 116 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DISTRIBUTION SÉLECTIVE

Responsabilité du tiers complice : comment conjurer le risque de double indemnisation ?

N° 117 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Déséquilibre significatif

N° 118 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Google Android : la Cour confirme la sanction et conforte la Commission

N° 119 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Sanctions d'associations d'entreprises : l'Autorité inaugure le nouveau plafond issu de la directive ECN +

N° 120 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONCENTRATIONS

Gun Jumping dans la concentration Vivendi/Lagardère : la Commission peut exiger la production des messageries personnelles utilisées à des fins professionnelles

N° 121 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | TRANSPORT MARITIME

Voyage à forfait ou transport maritime ? : la Cour de justice tranche le fondement de la responsabilité en cas de dommages corporels survenus à bord du navire de croisière

N° 122 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT HORS ÉTABLISSEMENT

Le contrat conclu hors établissement portant sur la création et la maintenance d'un site internet personnalisé n'est pas un contrat de vente

N° 123 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PROCÉDURE DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Police administrative de la consommation

N° 124 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT DE LOCATION DE LONGUE DURÉE D'UN PHOTOCOPIEUR

Contrat conclu hors établissement

N° 125 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRATIQUE COMMERCIALE DÉLOYALE

Pratique commerciale déloyale

N° 126 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 29 du 20 juillet 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

De l'honneur des juges et de la motivation de leurs décisions

N° 917 - Par Pascale ROBERT-DIARD

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | JUSTICE

Une numérisation sans réflexion

N° 918 - Par Emmanuel JEULAND

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROTECTION DES MINEURS

Chaque enfant peut désormais être assisté d'un avocat dans le cadre d'une mesure d'assistance éducative et de protection de l'enfance

N° 919

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RESPONSABILITÉ CIVILE

Indemnisation des victimes d'infractions par la CIVI : la Cour de cassation précise les règles relatives à l'avis du ministère public et à la péremption

N° 920

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 juillet 2026

N° 921

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 29 juin au 5 juillet 2026

N° 922

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PRÉJUDICE D'ANXIÉTÉ

Le préjudice d'anxiété qui découle du préjudice corporel est soumis à la prescription de l'article 2226 du Code civil

N° 923 - Par Aline VIGNON-BARRAULT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DROIT PÉNAL

Application dans le temps de la loi de 2025 sur le viol et les agressions sexuelles : la loi nouvelle plus sévère ne peut rétroagir

N° 924

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Lutte contre le dopage : le Conseil constitutionnel censure les circonstances aggravant la durée des suspensions

N° 925

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Affaire Leprince : la Cour de révision annule la condamnation et ordonne un nouveau procès

N° 926

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROTECTION DES MINEURS

Le Gouvernement renforce les enquêtes, les sanctions et les mesures de prévention des violences sexuelles

N° 927

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 juillet 2026

N° 928

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 15 au 28 juin 2026

N° 929

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

Poursuite irrégulière de l'exercice des fonctions par un élu public et prise illégale d'intérêts : les précisions de la chambre criminelle

N° 930 - Par Jean-Marie BRIGANT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 juillet 2026

N° 931

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 29 juin au 5 juillet 2026

N° 932

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

La clause résolutoire « balais » : la chambre commerciale « siffle-t-elle la fin du match » ?

N° 933 - Par Mustapha MEKKI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Accès des membres du CSE aux documents administratifs et comptables du CSE

N° 934

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Le CPH ne peut pas statuer sur la violation de l'obligation de sécurité de l'employeur

N° 935

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DÉLÉGUÉ SYNDICAL

Transfert d'entreprises et d'un mandat syndical : charge de la preuve

N° 936

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 29 juin au 5 juillet 2026

N° 937

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

Recours contre un permis de construire : l'obligation d'invitation à régulariser étendue à l'article L. 600-1-3 du Code de l'urbanisme

N° 938

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMANDE PUBLIQUE

L'irrégularité d'une offre au regard de la convention collective applicable doit être appréciée au vu de son contenu et non d'intentions supposées du candidat

N° 939

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 9 au 15 juillet 2026

N° 940

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État du 29 juin au 5 juillet 2026

N° 941

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

Enquête pénale pour meurtre : appartement placé sous scellés et préjudice du propriétaire

N° 942 - Par Yannick ZEMRAK

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Une Licence AES entièrement refondue pour la rentrée universitaire 2026/2027

N° 943 - Par Séverine NADAUD

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Rétrospective des dérives de l'IA attentatoires aux droits de la personnalité

N° 944 - Par Jonathan ELKAÏM et Gauthier DOLÉAC

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | DROIT DE LA COMMUNICATION

Droit de la communication

N° 945 - Par Pascale IDOUX et Laurence CALANDRI

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | PERSONNES

Droit des personnes

N° 946 - Par Bernard TEYSSIÉ et Nicolas ANCIAUX

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

La proportionnalité en droit pénal et procédure pénale. Académie de Législation, 6 mai 2026

N° 947

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 30 du 27 juillet 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Un professeur d'université ne devrait pas écrire cela

N° 948 - Par Olivier BEAUD

LIBRES PROPOS | ACTION PUBLIQUE

De l'autorité à la coopération : la confiance comme catégorie juridique émergente des relations interadministratives

N° 949 - Par Alain LAMBERT

LIBRES PROPOS | UNION EUROPÉENNE

L'accord politique sur le commerce réciproque, équitable et équilibré entre l'UE et les USA : une relation en tension

N° 950 - Par Nicolas DE SADELEER

APERÇUS RAPIDES | UNION EUROPÉENNE

Le nouveau mécanisme de filtrage européen des investissements étrangers

N° 951 - Par Raphaël MAUREL

APERÇUS RAPIDES | ENVIRONNEMENT

Les Assises du droit de la Nature

N° 952 - Par Caroline REGAD-RIOT

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

Compétence juridictionnelle : obligation de renvoi préjudiciel au juge administratif en présence d'une difficulté sérieuse

N° 953 - Par Alice VALENTIN

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COPROPRIÉTÉ

Copropriété : l'absence de syndic justifiant la désignation d'un administrateur provisoire s'apprécie au jour où le juge statue

N° 954

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 juillet 2026

N° 955

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 6 au 12 juillet 2026

N° 956

AFFAIRES | INTERNET

La Commission européenne inflige une amende de 550 millions d'euros à AliExpress pour des manquements au Digital Services Act

N° 957

AFFAIRES | LANCEURS D'ALERTE

Lanceurs d'alerte et lutte contre le blanchiment : les nouvelles modalités de signalement auprès de Tracfin sans incidence sur les obligations des CAC

N° 958

AFFAIRES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Agents d'IA : l'Autorité de la concurrence alerte sur les enjeux concurrentiels de l'IA agentique

N° 959

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 juillet 2026

N° 960

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 6 au 12 juillet 2026

N° 961

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

L'usurpateur n'est pas un créancier apparent !

N° 962 - Par Jean-Denis PELLIER

AFFAIRES | BANQUE

La censure partielle de l'encadrement des frais bancaires sur succession par le Conseil constitutionnel

N° 963 - Par Olivier MAURUS

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts B de la Cour de cassation du 6 au 12 juillet 2026

N° 964

PUBLIC ET FISCAL | ACCÈS AU TERRITOIRE NATIONAL

Le droit fondamental de tout Français à rejoindre le territoire national n'est pas absolu

N° 965 - Par Vivien BEAUJARD

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

Possibilité d'imposer l'usage de matériaux sur une construction protégée par un plan local d'urbanisme

N° 966 - Par Paul GASNIER

PUBLIC ET FISCAL | POLICE ADMINISTRATIVE

La fermeture administrative et la moralité publique : le retour en cassation

N° 967 - Par Lucienne ERSTEIN

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

Une mesure d'incitation financière peut être soumise à une procédure de participation du public

N° 968 - Par Paul GASNIER

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 16 au 22 juillet 2026

N° 969

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État et B de la Cour de cassation du 6 au 12 juillet 2026

N° 970

PUBLIC ET FISCAL | SOINS PSYCHIATRIQUES SANS CONSENTEMENT

Un membre de la famille a toujours qualité pour agir dans l'intérêt du malade afin de demander l'admission en soins psychiatriques

N° 971 - Par Mathias COUTURIER

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DU DOMICILE

Pouvoir de perquisition et saisie d'une commission d'enquête parlementaire

N° 972 - Par Frédéric SUDRE

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | NON BIS IN IDEM

Nouvelles précisions sur le principe non bis in idem

N° 973 - Par Laure MILANO

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Droit de rétractation et distinction entre fourniture de contenus numériques et de services numériques

N° 974 - Par Dominique BERLIN

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Défaut de conformité du bien vendu et résolution du contrat

N° 975 - Par Dominique BERLIN

EN RÉGION | PROCÉDURES COLLECTIVES

Extension de la procédure collective en présence d'une libéralité entre concubins

N° 976 - Par Jean-Christophe BONNEAU

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Relier le proche au lointain et le passé au présent

N° 977 - Par Perrine DUMAS

La Semaine de la doctrine

CHRONIQUES | PRESSE ET MÉDIAS

Droit de la presse et des médias

N° 978 - Par Bernard BEIGNIER , Jeremy ANTIPPAS , Guillaume BEAUSSONIE , Thomas BESSE , Emmanuel DREYER et Olivier MOUYSET

CHRONIQUES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Régime de l'obligation

N° 979 - Par Marc BILLIAU et Grégoire LOISEAU

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

L'Europe et l'État de droit : un appel à l'engagement culturel et à la résilience juridique

N° 980

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 29 du 16 juillet 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

DROIT EUROPÉEN

3 QUESTIONS - Le Code européen des affaires, un instrument au service de l'État de droit

N° 661 - Par Sylvaine POILLOT PERUZZETTO , Marc CLÉMENT et Lukas RASS-

MASSON

[Consulter le PDF](#)

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Commissaires aux comptes : homologation de la convention de délégation par la H2A à la CNCC des contrôles des « cabinets non EIP »

N° 662

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Contrats et marchés publics

N° 663

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Sport & Droit

N° 664

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Le commerce électronique

N° 665

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | ENTREPRISE

L'humain au coeur de la performance et de l'attractivité des organisations

N° 666 - Par Rayan SAGUER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Prise en compte des engagements antérieurs non éteints dans l'appréciation de la disproportion

N° 667

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

LBC-FT : le CNB propose un renforcement de la formation des avocats

N° 668

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Accélération estivale de la mise en oeuvre du nouveau cadre opérationnel LBC-FT de l'Union européenne

N° 669

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

La loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile est publiée

N° 670

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Intégration en droit français de dispositions européennes sur les déchets des industries extractives

N° 671

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Point de départ de la prescription de l'action en recouvrement et champ d'application de l'entraide judiciaire franco-suisse

N° 672

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

L'irrégularité d'une offre au regard de la convention collective applicable doit être appréciée au vu de son contenu et non d'intentions supposées du candidat

N° 673

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

L'ACPR consulte les acteurs financiers sur l'équité algorithmique des systèmes d'intelligence artificielle

N° 674

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Services numériques : le Tribunal de l'UE rejette les recours d'Apple relatifs à sa désignation comme contrôleur d'accès pour l'App Store et iOS

N° 675

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURE

Précisions sur les conditions de recevabilité de l'appel incident

N° 676

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | VENTE

Acheteur professionnel et obligation d'information et de conseil du vendeur

N° 677

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Dommmages résultant d'un AT-MP : le conseil de prud'hommes ne peut pas statuer sur la violation de l'obligation de sécurité de l'employeur

N° 678

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Covid-19 : démission et prolongement du délai de renonciation à la clause de non-concurrence

N° 679

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Convention collective du personnel des cabinets médicaux : travail pendant un arrêt maladie, heures supplémentaires, reprise d'ancienneté

N° 680

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Projet de petit licenciement économique : contestation de l'expertise décidée par le CSE

N° 681

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Restructuration conventionnelle des branches : droit des organisations syndicales représentatives à participer à la négociation

N° 682

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Répartition des moyens du fonds paritaire du dialogue social

N° 683

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Augmentation du nombre de représentants des travailleurs des plateformes et de leur indemnisation

N° 684

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

Prérogatives des syndicats non-représentatifs en matière d'affichage et de budget syndical

N° 685

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

Transfert d'entreprises et d'un mandat syndical : charge de la preuve relative au maintien de l'autonomie de l'entité transférée

N° 686

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Format de présentation et de dépôt de la déclaration d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices

N° 687

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Le domicile fiscal en France : attention aux détails

N° 688

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Représentation successorale et donations antérieurement consenties à leur auteur

N° 689

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Contestation relative au recouvrement d'une taxe diverse et procédure

N° 690

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Absence de mandat du notaire et procédure contradictoire de rectification

N° 691

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Clôture de l'instruction et moyen d'ordre public

N° 692

[Consulter le PDF](#)**Études et commentaires**

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

La directive (UE) 2026/799 du 30 mars 2026 harmonisant certains aspects du droit de l'insolvabilité

N° 1226 - Par Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

La nullité pour défaut de commissaire aux comptes : une sanction cantonnée aux délibérations ordinaires

N° 1227 - Par Jean-Noël STOFFEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Arnaque au faux conseiller bancaire : durcissement confirmé

N° 1228 - Par Sophie MOREIL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Retour sur les cofidésseurs non solidaires entre eux

N° 1229 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Tout travail du conjoint mérite salaire

N° 1230 - Par Emmanuel CORDELIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle URSSAF sur place : le respect du dialogue et de la procédure contradictoire

N° 1231 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | RÉSIDENCE FISCALE

Télétravail et établissement stable

N° 1232 - Par Raphaël COIN

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 30 du 23 juillet 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

BANQUE

3 QUESTIONS - Euro numérique : point d'étape

N° 693 - Par Louis DEGEORGES

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE

40 ans de droit de la concurrence

N° 694

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Les frontières du salariat

N° 695

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue de Droit bancaire et financier

N° 696

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

L'activité de l'Autorité de la concurrence en 2025

N° 697

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

La révision de la directive SRD à l'épreuve de l'harmonisation européenne

N° 698

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

AMF : la notification des griefs validée par le Conseil constitutionnel, sous réserve du respect du droit au silence

N° 699

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

La publication en ligne du nom des sportifs professionnels ayant violé les règles antidopage peut être compatible avec le droit de l'Union

N° 700

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

Mutations immobilières : l'Administration actualise sa doctrine sur la hausse temporaire du taux des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)

N° 701

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Restitution des droits de timbre et de la taxe sur les conventions d'assurance : l'Administration précise ses commentaires

N° 702

[Consulter le PDF](#)**Études et commentaires**

AFFAIRES | ENTREPRISE

Loi de simplification de la vie économique

N° 1233 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Les modifications concernant le droit des baux commerciaux dans la loi de simplification de la vie économique

N° 1234 - Par Arnaud REYGROBELLET

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Loi de simplification de la vie économique : mesures de droit des sociétés

N° 1235 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le rehaussement des seuils de contrôle des concentrations : simplifier pour mieux contrôler ?

N° 1236 - Par Emeline DONVAL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Loi relative à la simplification de la vie économique : aspects de droit des assurances

N° 1237 - Par Pierre-Grégoire MARLY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

« Simplifier pour innover » : des changements en matière de données à caractère personnel

N° 1238 - Par Jòan GONDOLO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

La loi de simplification de la vie économique et la commande publique : recomposer en paraissant simplifier

N° 1239 - Par Grégory KALFLÈCHE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | URBANISME

La loi de simplification de la vie économique et l'urbanisme : l'avènement d'un urbanisme d'habilitation économique

N° 1240 - Par Grégory KALFLÈCHE et Corinne BOYER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Incidences de la loi de simplification de la vie économique sur le Code minier

N° 1241 - Par Céline CLOCHÉ-DUBOIS , Foucaud JAULIN et Pierre-Benoît DRANCOURT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Un simple conseil peut-il simplifier ?

N° 1242 - Par Lilian GONDOLO

[Consulter le PDF](#)